

# Groupe d'Accompagnement à l'Investissement et à l'Epargne (GRAINE) – Burkina Faso

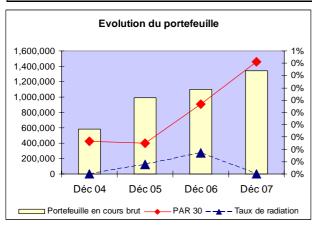
### **Notation finale**

#### Premier rating

La configuration actuelle de GRAINE est le résultat d'un processus de transition de projet de microfinance à institution, qui n'a démarré qu'en 2006, se trouvant actuellement en plein chantier. Pour cela, l'institution présente encore de nombreuses faiblesses, principalement liées au fait que l'institutionnalisation et le déploiement de la nouvelle structure ne sont pas encore complètement achevés. Pour ces raisons le COMITE DE RATING de MICROFINANZA RATING SRL a décidé de ne pas donner une notation finale pour ce premier exercice d'évaluation et renvoyer la notation au prochain exercice de rating.

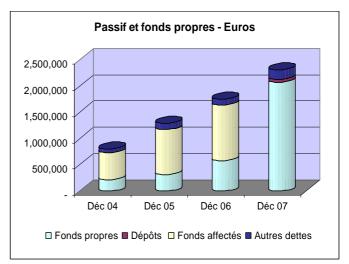
GRAINE est née de l'institutionnalisation d'un projet lancé en 1992 par l'ONG internationale CRS (Catholic Relief Service), processus qui a abouti en août 2006 à la création d'une Société à Responsabilité Limitée dénommée GRAINE-Sarl dont les actionnaires sont représentés par CRS-BF (49%) et OCADES (51%). GRAINE, tout en existant sur le plan légal, n'a pas encore reçu l'agrément de la part du Ministère des Finances. GRAINE travaille en milieu rural et semi rural dans les diocèses de Diocèses de Dédougou et de Fada N'gourma et cible exclusivement une clientèle féminine, offrant des crédits solidaires pour financer des activités génératrices de revenu (notamment le petit commerce et l'élevage). GRAINE collecte également l'épargne auprès de ses clientes, mais pour le moment elle ne la gère pas en interne. Il faut remarquer que le processus d'institutionnalisation n'a pas encore été complètement achevé et GRAINE continue de bénéficier de l'appui technique et financier de CRS. Jusqu'à présent, les principales sources de financement de GRAINE ont été les subventions accordées par l'ONG mère CRS et tout récemment elle a reçu une subvention de la part de Terrafina.

,		
Statut légal	ONG	
	1992 (en tant que projet de	
Date de démarrage	microfinance)	
	2006 (création de l'institution)	
Zone d'intervention	Rurale	
Méthodologie de crédit	Crédit de groupe	



Euro	Déc 07
Prêt moyen octroyé	52
Portefeuille en cours brut	1,340,856
Actif total	2,314,424

Nombre	Déc 05	Déc 06	Déc 07
Emprunteurs actifs	20,865	22,037	23,732
Agences	2	2	2
Personnel total	33	39	34
Agents de crédit	23	29	24



Indicateurs financiers	Déc 05	Déc 06	Déc 07
PAR 30	0.1%	0.3%	0.5%
Taux de radiation	0.0%	0.1%	0.0%
Portefeuille restructuré	nd	nd	nd
Rendement de fonds propres (ROE)	-14.6%	4.5%	4.4%
Rendement de fonds propres ajusté (AROE)	-49.6%	-18.8%	-4.9%
Autosuffisance opérationnelle (OSS)	82.2%	108.4%	117.2%
Autosuffisance financière (FSS)	49.0%	69.3%	78.8%
Productivité du personnel	632	565	698
Productivité des agents de crédit	907	760	989
Taux de charges opérationnelles	21.9%	25.5%	19.2%
Taux de charges de financement	4.1%	1.0%	0.0%
Taux de charges de provision	2.9%	-3.9%	0.1%
Rentabilité du portefeuille	23.8%	24.4%	22.2%
Renta bilité du portefeuille (comptabilisé)	23.8%	24.4%	22.2%
Taux de couverture du risque	80.0%	49.2%	15.6%
Taux de charges de financement	7.5%	1.9%	0.0%
Ratio dettes/capital	3.1	2.0	0.1

nd = non disponible

#### **CONTACTS**

MicroFinanza Rating srl Corso Sempione, 65 20149 Milan – Italy Tél: +39-02-3656.5019 info@microfinanzarating.com www.microfinanzarating.com GRAINE 01 BP 469 Ouagadougou 01 Burkina Faso Tél.: (+226) 50343470 Fax (+226) 50343180 sbako@crsbf.org D'après notre analyse, les **principaux facteurs de risque** de GRAINE sont les suivants<sup>1</sup> :

Domaine	Facteurs de risque	Relevance*
Environnement	Implications fiscales liées à la nouvelle forme juridique	Moyen
externe	Concurrence au niveau de la clientèle aussi bien que du personnel	Moyen
	Institutionnalisation du projet non achevée	Moyen
	Structure de gouvernance non complètement fonctionnelle	Moyen
Gouvernance, management et	Organigramme incomplet et insuffisances dans la dotation de personnel	Moyen-haut
opérations	Faible système de contrôle	Moyen-haut
	Manque d'un SIG automatisé	Moyen
	Risque de manipulation d'espèces	Moyen-haut
	Manuels de politiques et procédures non actualisés à la nouvelle structure	Moyen
	Manque d'audit externe	Moyen
	Souple application des politiques de crédit	Moyen-bas
Produits financiers	Failles dans la méthodologie de crédit	Moyen
et qualité de l'actif	Faiblesses dans le processus de suivi après octroi	Moyen-haut
	Lenteurs dans le processus d'octroi du crédit	
	Gestion financière encore liée à la vie du projet	Moyen-bas
Structure et gestion financières	Dépendance du budget de CRS	Moyen-haut
milancieres	Non internalisation des épargnes mobilisées	Moyen
Résultats financiers et	Viabilité financière non encore atteinte et forte dépendance du support budgétaire de CRS	Moyen-haut
opérationnels	Surcharge de travail pour les agents de crédit	Moyen-haut
	Incertitudes liées aux temps d'achèvement du processus d'institutionnalisation	Haut
Objectifs stratégiques et	TODO JERRIE EL O UN DIAN DE DEVELODO EL TERRI	
évolutions futures	Manque de projections financières	Moyen
	Après la sortie de CRS, incertitudes par rapport à l'équilibre du côté social et d'expertise professionnelle au niveau de la gouvernance	Bas

<sup>\*</sup>La relevance se réfère au dégât/perte causés par l'événement (associé à chaque facteur de risque) et la probabilité que le dégât/perte se produise.

#### **Forces**

- Forte présence sur le terrain en zones rurales difficilement accessibles
- Evolution positive des indicateurs de rentabilité;
- Cohésion, professionnalisme et engagement des cadres du siège
- Appui technique et financier de CRS

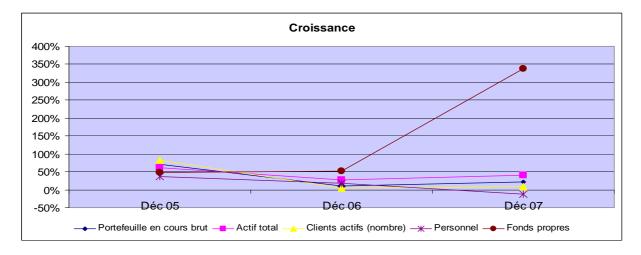
### **Opportunités**

- Obtention de l'exonération fiscale
- Diversification des produits
- Appui et soutien d'acteurs influents (ex OCADES)

<sup>&</sup>lt;sup>1</sup> Voir Chapitre 8 pour plus de détails.







#### **Opinion Finale**

Dans son processus d'institutionnalisation GRAINE jouit de l'appui technique et financier de l'ONG mère CRS. Au cours des années, l'institution a pu consolider une expertise spécifique dans le travail en milieu rural, tout en renforçant son professionnalisme et bénéficiant aussi de l'engagement des cadres du siège. GRAINE est en train de faire un effort soutenu et cohérent pour compléter le processus d'institutionnalisation, bien que cela ait subi beaucoup de ralentissements au cours des années. Par contre, cette institutionnalisation ne résulte pas encore achevée et continue d'être caractérisée par des incertitudes non négligeables (v. traitement fiscal et pleine reconnaissance légale), avec des implications dans l'opérativité. En particulier, la structure de gouvernance n'est pas encore fonctionnelle, alors que l'organigramme montre des insuffisances importantes, impliquant par ailleurs des problèmes croissants de surcharge de travail pour le personnel d'agence et du siège. Entre autres, cette situation impacte négativement sur le système de contrôle, avec des risques importants au niveau de manipulations d'espèces. Au niveau d'opérations, il faut aussi souligner les faiblesses relevées dans la standardisation et l'application des procédures et, en particulier, les failles existant dans la méthodologie de crédit (v. suivi après octroi), qui ont certes à faire avec la surcharge de travail des agents de crédit. Pour l'instant GRAINE continue de dépendre du budget de CRS, alors que la gestion financière est encore liée à la vie du projet et la viabilité financière n'a pas encore été atteinte. Finalement, dans son effort de développement institutionnel, GRAINE risque de souffrir du manque de lignes stratégiques formalisées et partagées et d'objectifs à moyen-long terme.

### Benchmarking

Tous les chiffres se réfèrent à la base de données du *MicroBanking Bulletin* (MBB), mise à jour en décembre 2006. Les ratios financiers indiqués ici pour GRAINE ne correspondent pas complètement aux ratios présentés dans le rapport, du fait qu'ils sont calculés selon la méthodologie<sup>2</sup> du *MicroBanking Bulletin* (MBB).

Ratios financiers	GRAINE	Institution financière non bancaire	ONG	Banques villageoises (groupes de ≥ 10 emprunteurs)	Non- Autosuffisance Financière	Mogen Afrique Non FSS
Portefeuille encours brut						
Encours brut de prêts, retraité par les crédits passés en perte standardisés (US\$)	2,007,791	6,395,958	2,834,596	3,377,766	1,905,288	3,850,943
Rendmnt aj. des fonds propres						
Revenu opératif net après impôts ajusté l'fonds propres totaux moyens (%)	-5.1	5.1%	2.6%	2.5%	-12.5%	-7.7%
Rendement du portefeuille						
Produits financiers du portefeuille/Portefeuille moyen brut ajusté	22.2	31.2%	33.4%	33.1%	28.3%	31.6%
Ratio Dettes / Fonds Propres	0.1	0.004	100	2.00	470	100
Passif total ajusté/Fonds propres ajustés	0.1	2.6%	1.3%	2.0%	1.7%	1.9%
Charges d'exploitation/encours de prêts						
(charges d'exploitation + dons en nature)/montant moyen du portefeuille brut de prêts (%)	28.2	20.8%	27.7%	31.6%	26.9%	35.3%
Emprunteurs par Agent de crédit	000	215.7	220.0	200.0	200.2	220
n. d'emprunteurs actifs/ n. d'agents de credit	989	210.7	236.0	289.8	200.3	236
Emprunteurs par personnel n. d'emprunteurs actifs! n. de personnel	698	104.4	135.3	154.7	99.6	142

Moyen Afrique Non FSS, Afrique, Encours de crédits brut (US\$) 2 à 8 millions, autosuffisance financière < 100% Toutes les données se réfèrent à la base de données du MicroBanking Bulletin, mise à jour en Decembre 2006

#### Principales remarques sur le benchmarking<sup>3</sup>

- Le montant de l'encours de la GRAINE est inférieur à tous les autres groupes de pairs, hormis les IMF n'ayant pas encore rejoint l'autosuffisance financière.
- Le rendement ajusté des fonds propres est généralement inférieur par rapport aux autres groupes, sauf pour les groupes des IMF non encore financièrement viables (africaines et non).
- Le niveau du rendement du portefeuille est inférieur par rapport à tous les autres groupes de pairs.
- Le ratio dettes/fonds propres est plus bas par rapport aux autres catégories, ce qui est lié au fait que l'institutionnalisation n'est pas encore complète et l'institution n'a pas encore entamé une politique d'accès aux ressources de financement externe, ayant bénéficié de l'appui de CRS.
- Le ratio de charges d'exploitation est moyennement en ligne avec les groupes de pairs, mais plus bas par rapport aux IMF africaines non financièrement viables et plus élevé par rapport aux institutions financières non bancaires.
- La productivité par agent de crédit et la productivité du personnel sont beaucoup plus élevées par rapport à tous les autres pairs, ce qui résulte d'une générale surcharge de travail de tout le personnel (notamment des agents de terrain), due à des faiblesses dans la maîtrise de la croissance de l'activité.

<sup>&</sup>lt;sup>2</sup> Le MBB ajuste les données financières afin de les homologuer entre les IMF. On fait des ajustements pour : a) inflation, b) subventions, c) dotations aux provisions pour créances douteuses (MBB, Annexe 1, Notes on Adjustments and Statistical Issues).

<sup>&</sup>lt;sup>3</sup> Pour ce qui concerne le *benchmarking* sur le Statut Légal et la Méthodologie de Crédit, les données se réfèrent aux IMF financièrement viables (FSS).

# **SOMMAIRE**

1. Environnement extérieur et positionnement de GRAINE	6
Background institutionnel	
Contexte macro-économique	6
Le secteur de la microfinance	7
Réglementation et supervision	7
Positionnement sur le marché	
2. Gouvernance et structure opérationnelle	9
Propriété et gouvernance	
Organisation et structure de gestion	
Ressources Humaines	10
Gestion des risques, système de contrôle et audit interne	11
Comptabilité et audit des comptes	
Système d'Information de Gestion (SIG) et Technologie d'Information (TI)	12
3. Produits financiers	13
Produits de crédit	
Procédures pour l'octroi et le remboursement du crédit	13
4. Qualité et structure de l'actif	16
Structure de l'actif	16
Structure et qualité de portefeuille	16
5. Structure financière et ALM	18
Structure du passif et fonds propres	18
Gestion de l'actif et du passif	19
6. Résultats opérationnels et financiers	20
7. Objectifs stratégiques et nécessités financières	
Besoins financiers	
8. Détail des facteurs de risque	
Annexe 1 – Etats financiers	27
Annexe 2 – Ajustements des états financiers	
Annexe 3 – Ratios financiers	
Annexe 4 - Définitions	
Annexe 5 – Directives de reporting et comptabilité	
Annexe 6 – Echelle de rating	

# 1. Environnement extérieur et positionnement de GRAINE

#### **Background institutionnel**

Le Groupe d'Accompagnement à l'Investissement et à l'Epargne (GRAINE) est né de l'institutionnalisation d'un programme de microfinance initié par l'ONG CRS-BF (Catholic Relief Service), au début (en 1992) en partenariat avec des structures locales et par la suite (à partir de 2000) par son initiative directe. C'est depuis le début de son Programme d'Assistance au Développement (DAP) 2004-2009, que CRS-BF a entamé le processus d'institutionnalisation de son programme de microfinance en concertation avec les Diocèses dans lesquelles l'activité est menée et l'Organisation Catholique pour le Développement et la Solidarité (OCADES Burkina). Le but étant celui de transformer les deux programmes de microfinance de Bogandé et Boromo en une IMF indépendante, le processus a abouti en août 2006 à la création par le CRS Burkina et l'OCADES Burkina d'une Société à Responsabilité Limitée dénommée GRAINE-Sarl dont le siège se trouve à Ouagadougou. Le capital social (1,000,000 FCFA) a été apporté par CRS-BF (49%) et OCADES (51%). GRAINE, tout en existant sur le plan légal, n'a pas encore reçu l'agrément de la part du Ministère des Finances, n'ayant pas encore complètement rempli les conditions requises et, à présent, exerce l'activité de microfinance à travers la convention signée par CRS. En tant que SARL, elle est régie par l'acte uniforme du 17 avril 1997 relatif au droit des sociétés commerciales et des groupements d'intérêt économique.

GRAINE travaille en **milieu rural et semi rural** dans les **Diocèses de Dédougou et de Fada N'gourma** et cible exclusivement **une clientèle féminine**, offrant des crédits solidaires pour financer des activités génératrices de revenu (notamment le petit commerce et l'embouche). GRAINE collecte également l'épargne auprès de ses clientes, mais jusqu'à présent elle ne l'a pas géré en interne.

Il faut remarquer que **le processus d'institutionnalisation n'a pas encore été complètement achevé** et GRAINE continue de bénéficier de l'appui technique et financier de CRS. Jusqu'à présent, les principales sources de financement de GRAINE ont été les subventions accordées par l'ONG mère CRS et tout récemment elle a reçu une subvention de la part de Terrafina.

### Contexte macro-économique

Le président Blaise Compaoré, lors de la victoire de son parti (Congrès pour la Démocratie et le Progrès) remportée aux dernières élections tenues en mai 2007, a **renforcé** davantage **son hégémonie politique**, se trouvant à la tête du pays depuis désormais vingt ans, depuis le coup

d'état de 1987. L'opposition demeure divisée et inefficace. Par contre, des groupes de « Sankaristes », du partisans président révolutionnaire (Thomas Sankara) tué lors du coup d'état qui a instauré l'hégémonie

Burkina Faso				
Indicateurs macroéconomiques	Déc 04	Déc 05	Déc 06	Déc 07
Taux de change en Euro (fin période)	655.96	655.96	655.96	655.96
Taux de dévaluation	0.0%	0.0%	0.0%	0.0%
Taux d'inflation (moyen)	-0.2%	7.0%	2.7%	-0.3%
Taux d'intérêt sur dépôts	nd	3.5%	3.5%	3.5%
Taux d'intérêt sur crédits	nd	4.1%	4.0%	4.1%
Taux de variation du PIB réel	4.0%	7.1%	5.6%	5.8%*
PIB par habitant en Euro	321	344	357	373

Source: International Finance Statistics, EIU. \* Estimation. Nd = non disponible

l'actuel président, ont fait levier sur le mécontentement généralisé qui afflige le pays à cause de la hausse des prix, pour mobiliser la population contre le gouvernement. D'ailleurs, en dépit de la tentative de la part de l'opposition de tirer du profit de cette situation potentiellement instable qui peut engendrer des troubles, le gouvernement semble maintenir le contrôle de la situation et on s'attend à ce qu'il continue de garder son pouvoir dans les années à venir.

La croissance du PIB a affiché un ralentissement lors des deux dernières années, notamment en raison de la crise du secteur du coton, du délai d'ouverture de certaines mines d'or et de la

GRAINE, Burkina Faso - Mars 2008

hausse du prix du pétrole. Après un taux de croissance de 7% en 2005, le Burkina a enregistré un fléchissement du taux, à 5.6% et 5.8% respectivement en 2006 et 2007. Néanmoins, on s'attend à un **renouement avec la croissance** déjà à partir de **2008**, lors de la reprise de la production du coton et grâce à une bonne performance de l'activité agricole prévue, notamment dans les cultures vivrières et de rente.

Les pressions inflationnistes ont continué à baisser au cours de 2007, grâce à de bonnes récoltes et une diminution de la demande interne en raison de la crise du coton. En effet le taux d'inflation moyen de la période est négatif (-0.3%). La bonne croissance prévue et une saine politique monétaire de la BCEAO contribueront à maîtriser l'inflation.

Malgré cela, le Burkina Faso demeure parmi les **pays les plus pauvres au monde**, classé **176**ème **sur 177** pays sur la base de l'Index de Développement Humain.

#### Le secteur de la microfinance

La microfinance a commencé à se développer au Burkina il y a une trentaine d'années et a connu une forte expansion notamment à partir des années 90 grâce à l'appui des ONG et des Partenaires Techniques et Financiers nationaux et internationaux. D'après les données disponibles les plus récentes (Document de stratégie nationale de la microfinance, 2005), le nombre de bénéficiaires est estimé à plus de 1.3 millions de personnes soit un taux de pénétration avoisinant de 26% du total de la population active du Burkina. En terme d'implantation géographique, chaque province du Burkina compte au moins une institution de microfinance, tout en existant une grande disparité entre les provinces. Les centres urbains sont de plus en plus ciblés et le financement des zones rurales s'avère assez marginal. La clientèle est majoritairement féminine et l'offre de produits se concentre dans le crédit à court terme finançant principalement les activités commerciales.

Le secteur se caractérise par la présence d'un acteur majeur couvrant l'ensemble du territoire national, le **RCPB** (Réseau des Caisses Populaires du Burkina), qui compte plus de 500,000 membres à décembre 2007 et 99,000 prêts actifs. En dehors de FAARF, qui a aussi une couverture nationale, les autres IMF se concentrent dans des régions spécifiques. Le secteur est en pleine expansion et la concurrence de plus en plus poussée.

#### Réglementation et supervision

En tant que membre de l'UEMOA, le secteur de la microfinance au Burkina Faso est régi par le cadre règlementaire de la loi PARMEC (Projet d'Appui à la Réglementation sur les Mutuelles d'Epargne et de Crédit), adoptée en 1993 par le Conseil des Ministres de l'UEMOA. Au Burkina Faso, les activités d'épargne et de crédit des IMF de forme mutualiste ou coopérative sont régies par l'ordonnance n° 59/94ADP du 15 décembre 1994.

La loi PARMEC contient des **dispositions spécifiques** et est dotée d'un décret d'application en vigueur au Burkina, comme dans les autres pays de l'Union. Cette loi, conçue pour réglementer les entités mutualistes, n'est pas complètement adaptée aux institutions non mutuelles. Les institutions mutualistes doivent obtenir l'**agrément** de la part de l'organe de supervision national qui confère aux institutions mutualistes la personnalité morale en contrepartie de laquelle elles sont tenues de communiquer un ensemble d'information et de se soumettre au contrôle et aux règles prudentielles des autorités. Les institutions de type non mutualistes sont régies par une **convention** signée avec le ministère des Finances d'une durée de **5 ans, renouvelable**. Toutes les institutions de micro finance doivent rapporter périodiquement à l'organe de supervision (v. états financiers trimestriels et annuels, rapport du contrôle interne, etc.), sous peine de sanction pécuniaire.

Une **nouvelle loi** est actuellement à l'étude de la BCEAO, qui se propose de dépasser les limites du cadre réglementaire actuel. Parmi les principaux changements que le nouveau texte apportera, il est intéressant de mentionner que la loi ne se focalisera plus sur les coopératives et mutuelles, mais portera plus généralement sur les **Systèmes Financiers Décentralisés**, incluant toutes les formes juridiques. En outre, toutes les IMF, seront assujetties à l'obtention de l'**agrément**, qui ne sera cependant plus à terme, mais **perpétuel** et chaque IMF, quelle que soit son statut, sera autorisée à collecter **l'épargne publique**. L'activité de supervision ne sera pas assujettie à de

GRAINE, Burkina Faso – Mars 2008

changements particuliers et comprendra toujours des missions d'inspection sur place et des contrôles sur pièce (à travers la vérification des rapports trimestriellement envoyés à la CAS-IMEC). Toutefois, une attention majeure sera adressée aux ratios concernant le niveau des fonds propres et à la qualité du portefeuille.

GRAINE, en tant que société à responsabilité limitée, est soumise également à la loi régissant les sociétés commerciales, c'est-à-dire l'acte uniforme du 17 avril 1997 relatif au droit des sociétés commerciales et des groupements d'intérêt économique. Suivant la loi, GRAINE est censé payer les impôts qui reviennent normalement aux sociétés commerciales (TVA, impôts sur les valeurs transférées et sur les bénéfices industriels et commerciaux). A ce propos, l'institution, faisant appel à la nature sociale de l'activité menée, envisage transmettre au Ministère des Finances un dossier technique de demande d'exonération, élaboré avec l'appui d'un expert fiscal.

#### Positionnement sur le marché

En dehors de RCPB et FAARF, qui affichent une couverture nationale, les autres IMF se concentrent dans des zones spécifiques du pays. GRAINE travaille exclusivement dans la région de la Boucle du Mouhoum ou il couvre les provinces des Balé, du Tuy, Sanguié, Mouhoun, Boulkiemde et Sissili et dans la région de l'Est ou il couvre les provinces de la Gnagna, de la Komandjari et Namentenga. L'institution est sans doute l'une des plus actives dans les deux régions et la **présence de points de services déployés sur le terrain** permettant de rejoindre des villages ruraux difficilement accessibles, représente sans doute un point de force de GRAINE. Ses **principaux concurrents** sont représentés par les caisses du réseau **RCPB et FAARF**, qui travaillent dans les mêmes zones, tout en ayant une cible légèrement différente (plus élevée). Malgré la concurrence soit de plus en plus soutenue, il existe encore une demande de crédit insatisfaite assez importante, surtout en milieu rural.

D'une façon générale, les principaux **avantages comparatifs** de GRAINE semblent être les suivants :

- forte présence sur le territoire à travers l'offre des services de proximité, spécialement dans les villages en milieu rural et difficilement accessibles ;
- remboursement du capital à la fin du cycle.

Par contre, parmi les principaux désavantages on peut mentionner :

- limites de l'offre de services d'épargne ;
- faible diversification et flexibilité des produits de crédit;
- lenteurs dans le processus d'octroi du crédit.

# 2. Gouvernance et structure opérationnelle

#### Propriété et gouvernance.

GRAINE Sarl (Groupe d'Accompagnement à l'Investissement et à l'épargne) est une institution de microfinance issue de l'institutionnalisation d'un programme de l'ONG internationale Catholic Relief Service (CRS), ayant acquis la forme juridique de société anonyme à responsabilité limitée en 2006. Le capital social initial (1,000,000 FCFA, soit 1,524 €) a été souscrit et versé par deux actionnaires, qui constituent actuellement les propriétaires de la société, à savoir l'ONG mère CRS-BF (49%) et OCADES-Burkina (51%)<sup>4</sup>, dont les parts sociales sont représentées par des titres non négociables. Le choix de la forme juridique s'est lié à la volonté de ne pas disperser la propriété de l'institution, ce qui serait arrivé dans le cas des deux autres formes possibles d'après la loi (association ou mutuelle). GRAINE, tout en existant sur le plan légal, n'a pas encore reçu l'agrément de la part du Ministère des Finances, n'ayant pas encore complètement rempli les conditions requises et, à présent, exerce l'activité de microfinance à travers la convention signée par CRS. En particulier, une condition nécessaire pour l'obtention de l'agrément est représentée par le transfert des actifs du Programme de microfinance du CRS/BF au Graine, ainsi que l'élaboration des états financiers consolidés (incluant les deux agences et le siège). En particulier, le transfert des actifs engendre un important problème de fiscalité, étant donné que GRAINE, en tant que société commerciale, est censé payer des impôts sur les valeurs transférées. A ce propos, l'institution envisage transmettre au Ministère des Finances un dossier technique de demande d'exonération, élaboré avec l'appui d'un expert fiscal, faisant appel à la nature sociale de l'activité menée par l'institution. La réalisation d'un plans d'affaires est également requise, mais sera possible seulement dès que le transfert sera achevé. L'institution prévoit présenter la demande d'agrément au Ministère d'ici la fin de l'année 2008.

Comité de Gestion	[	;
Membres	Charge	Background et profession actuelle
Pauline YAMEOGO	Présidente	Gestionnaire financier. Coordonnatrice de projets. Ex cadre supérieur de Banque. Bac+4 en Techniques Bancaires. (OCADES)
Moussa BANGRE	Vice-président	Agro-Economiste. Gestionnaire des projets. Bac+6 en économie de développement. Expert en microfinance. Ex cadre de la BAD. (CRS)
Abdoulaye ZONGO	Membre	Gestionnaire financier. Gestionnaire des ressources humaines et matérielles. Bac+4 en Techniques Bancaires. 10 d'expérience dans la gestion des IMF. Formateur CGAP. (CRS)
Abbé Prosper KIEMA	Membre	Gestionnaire de projets. Bac+7 en théologie. 5 années d'expérience en microcrédit. (OCADES)
Abbé Abraham ZERBO	Membre	Gestionnaire de projets. Bac+7 en théologie. 5 années d'expérience en microcrédit. (OCADES)
Simon GNIMINOU	Membre	Gestionnaire financier. Gestionnaire de projets. Bac+3 en gestion financière et Comptable. 5 années d'expérience en microcrédit. (CRS)

<sup>&</sup>lt;sup>4</sup> L'Organisation Catholique pour le Développement et la Solidarité est une organisation religieuse locale, créée par la Conférence Épiscopale du Burkina par fusion de la CARITAS et du Bureau d'Études et de Liaison (B.E.L). Il s'agit de l'instrument de pastorale sociale de l'Eglise catholique au Burkina Faso.

MicroFinanza Rating 9

.

D'après les statuts, l'institution est régie par un **Comité de Gestion** composé de **7 membres** représentant les associés, notamment 3 membres de CRS et 4 d'OCADES. Les membres du CdG sont nommés pour une période de trois ans renouvelables et l'organe est censé assumer un rôle de supervision et contrôle de l'institution. Par contre, le **CdG n'est pas encore fonctionnel** et depuis la création de la société ne s'est jamais réuni de façon formelle. En plus, un des membres représentant de CRS a laissé son poste à la suite de son implication directe dans la gestion de l'activité de l'institution en qualité de responsable financière et n'a pas encore été remplacée<sup>5</sup>. Etant donné la phase délicate de transition institutionnelle que GRAINE est en train de traverser, il serait important que l'organe de gouvernance joue son rôle en appuyant la gestion de l'institution et en exerçant sa fonction directive et de contrôle. Il faut ici remarquer par contre qu'en partie ce rôle est encore assuré par CRS. En général, le CdG semble être composé par des membres ayant des profils adaptés et des compétences en matière de microfinance qui leur permettraient de jouer efficacement leur rôle. La composition actuelle de l'organe, en outre, assure un certain équilibre entre le côté social et l'expertise financière au niveau de la gouvernance.

Les dispositions relatives au CdG et l'attribution de ses fonctions, ainsi que les relations avec la gérance devraient être précisées et formalisées dans un règlement intérieur qui est en cours d'élaboration.

#### Organisation et structure de gestion

Le processus d'institutionnalisation de GRAINE n'a pas encore été complètement achevé et cela se reflète, entre autres, dans la structure organisationnelle actuelle. La gestion au niveau central est assurée pour le moment par le Gérant et une responsable financière, qui ne fait pas encore formellement partie de la structure de GRAINE<sup>6</sup>, mais qui dans la pratique supporte l'activité de l'institution, appuyant le gérant dans la gestion financière. Un troisième cadre, chargé de la formation et du développement de la méthodologie de crédit du Programme de CRS contribue pour le moment aux activités de l'institution, mais ne sera pas intégré dans l'organigramme. La Direction est consciente des insuffisances qui caractérisent la structure de fonctionnement du siège et est en train d'élaborer un nouvel organigramme plus structuré pour le niveau central. D'ailleurs, les temps pour sa mise en œuvre n'ont pas été définis, étant donné aussi la limitation des ressources qui affecte la possibilité d'intégrer convenablement la structure de gestion.

GRAINE offre ses services à travers **deux agences** (Boromo et Bogandé), chacune dirigée par un chef d'agence, qui assure la planification et la coordination des activités. Chaque agence est pourvue d'un comptable et d'un contrôleur interne et dispose de **points de services** déployés sur le territoire. Un agent de crédit est censé assurer la gestion du point de service (budgétisation, planification de l'activité, supervision des autres agents de crédit, etc.), en dehors de la gestion d'un portefeuille de crédits. Cela comporte en général une **remarquable surcharge de travail**, qui affecte d'ailleurs aussi les agents de crédit simples et qui impacte fortement sur la qualité des activités de suivi et contrôle du portefeuille, ainsi que sur l'actualisation des processus (manque de mise à jour des dossiers de crédit, fiches incomplètes, ralentissements des travaux de fin d'année, etc). Afin de combler ces faiblesses, un recrutement important d'agents de crédit est en cours, dans les deux agences (voir paragraphe suivant).

En bonne partie, le fonctionnement de GRAINE répond encore à des logiques de programme, le processus d'institutionnalisation nécessitant encore l'aboutissement de certaines étapes.

#### **Ressources Humaines**

Au mois de décembre 2007, l'effectif de GRAINE compte **34 employés**, presque totalement concentrés au niveau des deux agences<sup>7</sup>. Le taux d'allocation du personnel est de 70.6%, signe que la structure de back office de l'institution est encore très légère.

Personnel	Déc 05	Déc 06	Déc 07
Total	33	39	34
Agents de crédit	23	29	24
Autre personnel	10	10	10

<sup>&</sup>lt;sup>5</sup> Elle devrait être remplacée par un représentant d'OCADES.

<sup>&</sup>lt;sup>6</sup> Formellement elle dépend encore de CRS, mais elle sera intégrée dans l'organigramme de GRAINE.

<sup>&</sup>lt;sup>7</sup> Le siège central compte pour le moment un seul employé (le gérant). En effet, la responsable financière n'est pas incluse dans ce total, étant donné que formellement elle fait encore partie de l'effectif de CRS-BF.

En général, l'institution se caractérise par une **insuffisante dotation de personnel**, au niveau du siège central, aussi bien qu'au niveau des agences. Cela comporte une importante **surcharge de travail**, qui représente, notamment au niveau des agences, un risque non négligeable. En effet, d'un coté cette situation **impacte sur la qualité du travail de terrain**, étant donné que les agents de crédit n'arrivent pas à suivre convenablement tous les clients et les chefs d'agence ont des difficultés à exercer efficacement leur rôle de supervision et contrôle des activités. En plus, cela engendre une **insatisfaction diffusée du personnel**, ce qui peut générer des tensions ainsi que la perte de personnel formé. Afin de surmonter ces faiblesses, un **plan de recrutement** a déjà été prévu, concernant en particulier le personnel de terrain<sup>8</sup>, mais finalisé également à remplir les failles de l'organigramme au niveau du siège. Le temps d'achèvement du plan de recrutement n'a d'ailleurs pas été précisé, mais il semble être parmi les priorités de la Direction.

Il faut d'ailleurs remarquer que les cadres de l'institution montrent de bonnes capacités et un fort engagement.

L'institution ne s'est pas encore dotée d'un manuel de RH et une politique du personnel n'a pas encore été mise en place. Par contre le chef d'agence est censé réaliser une évaluation du personnel chaque fin d'année sur la base des objectifs fixés au début de l'exercice, à laquelle s'ajoute une auto évaluation de la part du personnel de l'agence lui-même. Il faut ici remarquer que le processus d'évaluation en place s'est avéré être plutôt lourd et assez exigeant en terme de temps, notamment dans une situation de surcharge de travail générale. Par conséquent, un certain laxisme dans l'application des procédures d'évaluation s'est produit lors des dernières années.

Côté salaires, un barème salarial doit encore être élaboré, mais le niveau des rémunérations semble être en ligne avec le marché, quoiqu'en général les conditions de travail soient améliorables (surtout en terme de charge de travail). Afin de motiver les agents de terrain, une **prime de rendement annuelle** de la valeur d'un salaire mensuel a été introduite, selon de différents critères, à savoir : l'encours de portefeuille, le nombre de clients, la qualité du portefeuille, la qualité des documents de gestion et le suivi de l'épargne.

Les besoins de formations sont analysés chaque fin d'année, sur la base de l'évaluation et des propositions présentées par chaque employé et un plan de formation annuel est dressé compte tenu du budget prévu. Le budget alloué à la formation pour 2008 est de 2 millions de FCFA (3,000 Euros environ) et concerne surtout des cours organisés par l'APIM (dont la plupart sont subventionnés).

#### Gestion des risques, système de contrôle et audit interne

Dans l'ensemble, la **gestion des risques** de l'institution et en particulier des risques financiers est assurée par le siège, qui effectue une analyse des indicateurs de performances et des états financiers adéquate. Par contre il n'existe pas une supervision et gestion des risques au niveau de la gouvernance, en raison du fait que le CdG n'est pas encore opérationnel. De façon générale, il serait souhaitable de rédiger et structurer des procédures pour l'identification, l'évaluation et la maîtrise des risques.

Le **système de contrôle** présente de **nombreuses faiblesses**. Les contrôleurs du programme de microfinance de CRS, qui ont jusque là assuré en bonne partie le contrôle central (v. validation états financiers, test groupements formés), ont été alloués à d'autres tâches (à partir du 2<sup>ème</sup> trimestre 2008) et n'ont pas été remplacés. Par contre, chaque agence est pourvue d'un **agent de contrôle** chargé de la fonction d'audit, qui **dépend fonctionnellement du chef d'agence**. Cela ne permet pas de garantir leur complète autonomie, qui est d'autant plus affaiblie par leur proximité aux opérations. La direction est consciente de cette limite et, en l'absence d'un auditeur interne, elle envisage procéder à une partielle révision du cahier de charge des contrôleurs, afin de les rattacher directement au siège central. Cela, tout en mitigeant en partie le problème, ne représente pas une solution définitive. D'ailleurs, en perspective, un poste d'auditeur central est prévu dans l'organigramme, malgré cela ne soit pas prévu dans le court terme.

En plus, la surcharge de travail limite fortement la possibilité d'effectuer régulièrement des visites auprès des clients, ce qui affaiblit le contrôle hiérarchique pouvant être exercé par le chef d'agence.

MicroFinanza Rating 11

-

<sup>&</sup>lt;sup>8</sup> D'après le plan, le personnel à recruter s'élève à 42 personnes, dont 15 agents de crédit.

Bénéficiant des failles du système de contrôle, plusieurs cas de fraude (9 depuis 2003) ont pu se produire, au niveau des agents de terrain dans les deux agences et ont concerné notamment la gestion du crédit (intérêts) et l'épargne<sup>9</sup>. Il existe un risque de manipulation des espèces de la part des agents de terrain, dû aussi au fait que les procédures de contrôle ne sont pas systématiquement respectées. La dispersion géographique des clients empire le problème, étant donné que les chargés de crédit se trouvant dans des zones éloignées peuvent garder les espèces pendant la nuit.

L'institution est pourvue d'un manuel de contrôle interne qui remonte au programme de microfinance de CRS datant de 2001, qui nécessiterait une mise à jour. En plus il serait souhaitable de renforcer davantage les capacité des contrôleurs à travers des formations spécifiques.

#### Comptabilité et audit des comptes

Jusqu'à présent les états financiers de GRAINE n'ont jamais été audités, mais un audit externe des comptes des deux agences est prévu à partir de cette année, dès que le transfert des actifs sera complètement achevé.

Les états financiers de la GRAINE sont établis selon la méthode de la comptabilité de caisse et suivant les principes comptables de la BCEAO. Des rapports utilisant un format élaboré par CRS sont également produits. Le système comptable est totalement manuel et est alimenté par les pièces de base et les bordereaux. Des états financiers consolidés, incluant le siège, ne sont pas encore produits de façon systématique<sup>10</sup>.

#### Système d'Information de Gestion (SIG) et Technologie d'Information (TI)

Pour le moment GRAINE ne dispose pas d'un SIG automatisé et la gestion de l'information est encore complètement manuelle. Le portefeuille est géré de façon manuelle sur Excel, ce qui limite fortement la capacité de production de l'information, du point de vue de la quantité aussi bien que de la fréquence, tout en exposant l'institution à un risque d'erreur non négligeable, ainsi que de manipulation des données. Cela est d'autant plus important étant considéré la croissance affichée (et prévue, également) par l'institution et le fardeau de travail qui produit des retards dans la mise à jour des documents et par conséquent dans la production de l'information sur le portefeuille. Cela affecte la capacité de prise de décision ainsi que de réaction aux événements.

L'institution est consciente de ces limites et se trouve maintenant dans la phase d'évaluation de ses besoins afin de procéder dans le court terme à une informatisation du système. Par contre, l'état actuel de l'avancement du processus d'institutionnalisation ne permet pas de définir clairement les nécessités en matière de SIG, ni les temps d'exécution de l'informatisation.

Ils ont été produits ad hoc pendant la visite de rating.

Cela a été possible car l'institution ne gère pas directement l'épargne et il résulte plus facile de détourner des fonds sur l'épargne versée pour compte des clientes auprès d'autres institutions.

10 lle ont été produite ad la communité par le pas une ciernent l'épargne été produite ad la communité par le pas une ciernent l'épargne été par l'épargne été produite ad la communité par le pas une ciernent l'épargne été par l'épargne été p

GRAINE, Burkina Faso - Mars 2008

### 3. Produits financiers

#### Produits de crédit

GRAINE (auparavant programme de microfinance de CRS) offre un seul produit de crédit solidaire à des groupements villageois composés exclusivement de femmes dans les 2 diocèses de Bogandé et Boromo.

Ces crédits visent le financement d'activités génératrices de revenu en milieu rural et semi-rural et sont octrovés à des groupes de 30-60 personnes, qui sont normalement formés organisés par les animateurs de l'institution (peu de groupes organisé retrouvent dans les 2 diocèses). A partir de 2006, GRAINE a introduit produit de crédit rénové de plus longue durée

mois)

(9

Méthodologie de crédit					
Produits de crédit					
Crédit classique Crédit rénové					
Devise du crédit	F CFA	F CFA			
Type d'intérêt	Sur montant original	Sur montant original			
Taux d'intérêt (%)	2% par mois	2% par mois			
Description des commissions	500 F CFA frais de gestion	1500 F CFA frais de gestion et de dossier			
Montant min. (Euro)	23	114			
Montant max. de crédit pour le premier prêt (Euro)	38	229			
Montant plafond (Euro)	229	457			
Durée min. du crédit (mois)	4 mois	9 mois			
Durée max. du crédit (mois)	6 mois	9 mois			
Périodicité du remboursement de l'intérêt	Mensuelle	3ème, 5ème et 7ème mois			
Périodicité du remboursement du capital	Fin de cycle	Fin de cycle			
Période de grâce	-	2 mois			
Type de garantie	Caution solidaire	Caution solidaire			

faciliter le remboursement des crédits de montant plus élevé.

M 445 - d - l - - 1 - - d - - - 4 - d 4

Les fonds octroyés financent principalement les **activités commerciales** (y inclut le stockage et la vente de céréales) et les services, mais aussi la **production agricole** (arachide) et l'**élevage**.

Alors que les **intérêts** (et la constitution progressive de l'épargne) se font de façon mensuelle, le **remboursement du capital est requis en fin de cycle**. La constitution de **10% d'épargne** n'est pas demandée préalablement à l'octroi du premier crédit, mais doit plutôt être cumulée progressivement au cours du cycle de crédit pour être la base de l'octroi des crédits successifs.

Cela constitue une **offre extrêmement réduite de produits de crédit** et toujours caractérisée par une approche de projet, qui a dernièrement engendré le début d'une réflexion sur la nécessité de diversifier l'offre et d'élargir la population cible.

L'épargne collectée n'est traditionnellement pas gérée par GRAINE, sinon déposée dans des comptes bancaires au nom des groupements. Avec l'introduction du crédit rénové GRAINE est en train de gérer à l'interne le 15% d'épargne nantie demandée.

#### Procédures pour l'octroi et le remboursement du crédit

GRAINE dispose d'un manuel de politiques et procédures pour la gestion du crédit, mis à jour au mois de décembre 2005. De fait, peu d'adaptation est intervenue de la mise en place de la politique en 2000. De fait, GRAINE est exposé à une souple implémentation des politiques de crédit, due en partie à un manque de formation et d'objectifs clairs (voir agents de crédit qui n'octroient pas de crédits rénovés par peur de ne pas pouvoir les gérer), à une incomplète

formalisation ou réactualisation des politiques, aussi bien qu'à la surcharge de travail au niveau des agences.

La politique de crédit de GRAINE se base en premier lieu sur la **garantie solidaire et la capacité d'épargner** (à partir du 2<sup>ème</sup> cycle de crédit).

L'animateur/agent de crédit au niveau de chaque agence est en charge d'identifier un potentiel groupement de femmes à former et organiser<sup>11</sup> (2 mois environ) en groupement villageois de micro-crédit (GVM), avec un comité de gestion à sa tête. Une fois le groupe formé, un simple dossier de crédit est préparé pour l'ensemble du groupe, incluant la liste des bénéficiaires alors que le montant est indiqué dans son ensemble. Avant d'accéder à un crédit, les nouveaux groupements sont soumis à un test de niveau par le contrôleur interne de l'agence (qui devrait remplacer les contrôleurs du siège, en place jusqu'au début de l'année 2008, v. chapitre 2). L'analyse de la capacité de remboursement n'est pas faite par l'agent de crédit, ce qui résulte risqué pour les montants plus élevés. Néanmoins, l'institution considère opportun d'introduire un dossier individuel pour les crédits de plus gros montant (au dessus de 150,000 F CFA, environ 230 Euro).

Le crédit n'est pas approuvé par un comité de crédit, alors que les mécanismes sont toujours ceux d'un projet de microfinance, où, une fois le crédit analysé par les techniciens, il est plutôt octroyé sur la base d'un budget et de la disponibilité des ressources. Pourtant, à présent en absence de ressources externes, les agences sont en train d'octroyer plutôt sur la base de leurs revenus. Le processus est caractérisé par une certaine lenteur dans l'octroi de crédit qui peut s'étendre jusqu'à 3 semaines.

Toute transaction (octroi, remboursement et collecte d'épargne) se fait en espèces au niveau du village/groupement de femmes. Cela a souvent exposé GRAINE à des détournements de la part des agents de crédit, dont surtout la collecte d'épargne, le remboursement d'intérêt et les paiements anticipés ont été l'objet. Au moment de l'octroi et remboursement des prêts, le chef d'agence est toujours présent avec l'agent de crédit responsable du groupement, réduisant ainsi les risques de fraude.

A cause de la **surcharge de travail** des agents de crédit et des chefs de points de service, souvent la collecte des intérêts et de l'épargne, qui devrait être faite de façon mensuelle, n'est faite que chaque 2-3 mois, exposant l'institution à un plus fort risque d'impayés à cause de la faiblesse du contrôle et d'une plus grande difficulté des femmes à cumuler 2-3 tranches à rembourser.

La **méthodologie de crédit** de GRAINE souffre d'un **certain nombre de failles**, auxquelles l'institution a essayé de faire face à travers d'interventions non systématiques pour l'adaptation ou l'amélioration de la méthodologie (voir crédit rénové, acceptation de paiements anticipés). Néanmoins, parmi les principales faiblesses des procédures de crédit on peut compter : le remboursement du capital en fin du cycle aussi pour des activités commerciales, l'absence de contrôle de l'utilisation du crédit, l'octroi de crédit répété au moment du remboursement du crédit précédent.

En particulier, pour ce qui concerne le **suivi du crédit après octroi**, il faut signaler un manque de vérification de l'utilisation de crédit (d'après la méthodologie un groupement devrait être visité chaque 15 jours), affaibli par le planning de remboursement (restitution du capital en fin de cycle). Cette faiblesse, qui expose l'institution au risque de perte de contrôle sur la capacité de remboursement de la cliente et de retard dans l'identification du problème, est certes en partie liée à la surcharge de travail des agents de crédit (impliquant aussi faible capacité de supervision de la part du chef de point de service<sup>12</sup>). A cause de cette surcharge, les procédures établies dans le manuel de crédit ne sont pas systématiquement appliquées et les actions de suivi, dans la plupart des cas menées seulement par les agents de crédit, n'ont pas fait preuve d'efficacité. D'ailleurs,

MicroFinanza Rating 14

<sup>&</sup>lt;sup>11</sup> Normalement constitué par 30 à 60 femmes organisées en sous-groupe de 6 à 10 personnes.

<sup>&</sup>lt;sup>12</sup> Selon les normes, un chef de point de service ne devrait gérer plus de 8 groupements (20 pour les agents de crédit), alors que dans la pratique, ils arrivent à en gérer 30 à 60.

même les documents de suivi et récupération de crédit ne sont souvent pas à jour, engendrant un risque de retard dans la production d'informations essentielles pour la gestion du portefeuille.

De l'autre coté, l'**octroi de crédit répété au même moment du remboursement**<sup>13</sup> rend plus aigus les risques liés au remboursement de capital en fin du cycle et aux faiblesses de contrôle de l'utilisation. En effet, cette pratique rendrait possibles pour les clientes d'aller emprunter ailleurs pour rembourser le crédit (et rembourser l'emprunt avec le nouveau crédit), engendrant un retard dans l'identification de graves problèmes de remboursement. Des cas de ce genre ont été parfois repérés (par les membres mêmes du groupe).

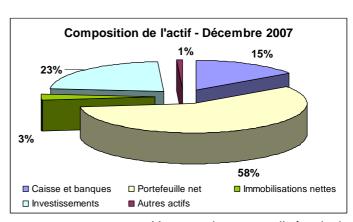
 $<sup>^{13}</sup>$  Mis en place pour réduire les coûts de transaction surtout dans certaines zones reculées.

GRAINE, Burkina Faso - Mars 2008

### 4. Qualité et structure de l'actif

#### Structure de l'actif

Au mois de décembre 2007, le portefeuille net ne constitue que 58% du total de l'actif, en descente de 63% en 2006 et 77% en 2005. Ces valeurs sont très basses, surtout pour une institution qui ne gère pas d'épargne et sont dues à la logique de projet qui caractérise toujours l'institution. Sur cette base, les agences de GRAINE ont financé leur portefeuille et leurs dépenses principalement à travers le budget de CRS, cumulant les intérêts générés sur des dépôts à terme. Ce n'est qu'en fin 2007



qu'ils ont commencé à se financer sur leurs propres ressources. Une gestion centralisée de la liquidité n'existe pas encore, avec un impact négatif sur l'efficience de la gestion.

Cette basse concentration dans le portefeuille implique une réduction de la rentabilité de l'institution, étant donné que les placements faits (DAT à court terme) ne rapportent pas plus que 2.75% par an. 23% de l'actif est représenté par des DAT, alors que 15% est représenté par liquidité non rémunérée.

#### Structure et qualité de portefeuille

Caractéristiques du portefeuille	2004	2005	2006	2007
Portefeuille actif total (Euro)	579,584	994,439	1,098,106	1,340,856
Portefeuille actif total (F CFA)	380,182,290	652,309,250	720,310,620	879,543,605
Croissance du portefeuille brut	na	71.6%	10.4%	22.1%
PAR 90	0.13%	0.13%	0.28%	0.46%
Provision/PAR (>90 jours)	42.7%	80.0%	49.2%	15.6%
Taux d'abandon de créances	0.00%	0.04%	0.09%	na
Crédit octroyé moyen (Euro)	49	48	49	52
Crédit octroyé moyen sur PIB par habitant	15.3%	13.8%	13.7%	14.0%
Nombre d'emprunteurs actifs	11,414	20,865	22,037	23,732
% de femmes emprunteuses actives	100%	100%	100%	100%

Au mois de décembre 2007, l'encours de portefeuille de GRAINE s'élève à 880 millions de FCFA, 1,3 millions d'Euros, affichant un taux de croissance assez contenu au cours des 2 dernières années (10-22%). La croissance du portefeuille a été financée à travers le budget CRS et, à partir de 2007, les revenus produits par les 2 agences. En 2007 l'objectif de portefeuille n'a pas été atteint (80%) à cause surtout des difficultés connues par l'agence de Bogandé et en général par les contraintes liées au personnel (v. chapitre 2). La croissance du nombre d'emprunteurs reste aussi limitée pour les 2 dernières années. Par contre, la forte croissance enregistrée en 2005 en encours de crédit aussi bien qu'en nombre d'emprunteurs est conséquence de l'ouverture du projet à Boromo et l'exploitation de son potentiel.

A présent, la structure organisationnelle et les instruments (v.SIG) disponibles sont fortement insuffisants pour gérer efficacement la taille atteinte par GRAINE.

Dû aux difficultés de Bogandé, la distribution du portefeuille est maintenant assez équilibrée entre les 2 agences, avec Boromo croissant de façon beaucoup plus rapide et ayant désormais dépassé la taille de Bogandé. La qualité de portefeuille est aussi plus faible à Bogandé.

Le **crédit octroyé moyen** est très bas et constant dans le temps, reflétant la mission de GRAINE à servir une population féminine démunie et rurale.

Bien que GRAINE travaille en milieu rural, avec peu de concurrence dans la majorité des sites, il faut signaler l'absence de monitorage de **la satisfaction et rétention des clientes**, ce qui pourrait devenir significatif avec la montée de la concurrence, surtout à Boromo (RCPB, BACB) et l'affaiblissement du service aux clients dû au manque de personnel.

Pour ce qui concerne la qualité de portefeuille, les résultats affichés par l'institution sont positifs bien qu'ils montrent une tendance négative au cours de la période d'analyse. Néanmoins, le monitorage de la qualité du portefeuille est limité par l'absence d'un SIG automatisé et la surcharge de travail contraignant la capacité de produire des rapports réguliers. L'indicateur normalement utilisé est le PAR90, alors que d'autres indicateurs de performance ne sont pas disponibles.

GRAINE ne renégocie pas de crédit. Néanmoins, des problèmes de remboursement pourraient résulter sous-estimés par certaines politiques/pratiques de gestion du portefeuille (v. remboursement à terme combiné avec l'octroi de crédit au moment du remboursement,).

Le **taux d'abandon de créances** reste faible (il n'est pas encore disponible pour 2007) et en 2006 était autour de 0.1%.

La **politique de provisions** suivie par GRAINE est celle établie par la **loi PARMEC** (40% 90-180 jours de retard, 80% 181-365, 100% et radiation plus que 365 jours). Néanmoins, le **ratio de couverture de risque sur PAR 90** demeure **très bas** (49% à décembre 2006, 14% à décembre 2007<sup>14</sup>), d'autant plus que l'épargne collectée n'est pas utilisée comme garantie n'étant pas gérée par l'institution.

MicroFinanza Rating 17

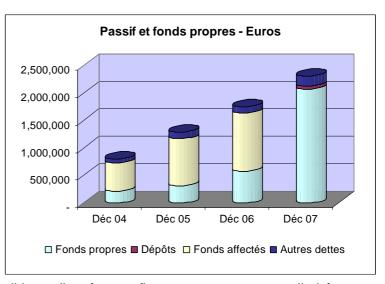
\_

<sup>&</sup>lt;sup>14</sup> Il faut mentionner que l'inventaire de fin d'exercice n'est pas complet pour 2007.

GRAINE, Burkina Faso – Mars 2008 Chapitre 5

### 5. Structure financière et ALM

Au mois de décembre 2007, le ratio dettes/fonds propres de GRAINE est de **0.11**, ayant affiché au cours de la période d'analyse une générale tendance à la baisse (il était 3.13 à décembre 2005 et 2.04 à décembre 2006), au fur et à mesure que le transfert des actifs du programme de microfinance de CRS à Graine Sarl était effectué. Ces fonds étaient jusque là enregistrés dans le passif de l'institution et font maintenant partie de ses fonds propres (en dehors d'environ 50 millions de FCFA qui restent en emprunts concessionnels). Le bas niveau du ratio est lié au fait que



l'institution n'a pas encore entamé une politique d'accès aux financements externes, limitée pour l'instant par l'inachèvement du processus d'institutionnalisation. Dès que la transition sera complétée, l'institution pourra mieux exploiter la marge potentielle d'augmentation du levier financier, qui demeure considérable et reste pratiquement entièrement à explorer.

Le ratio d'adéquation du capital a par conséquent augmenté, passant de 32.8% à 89.7% respectivement à décembre 2006 et décembre 2007.

#### Structure du passif et fonds propres

Le passif de GRAINE, à décembre 2007 atteint 237.442 Euros (156 millions de FCFA), soit une diminution de 80% par rapport à décembre 2006. La plupart (90.3%) des passivités à décembre 2006 étaient constituées par les fonds de crédit du programme de microfinance reçus de CRS, qui, selon les accords avec l'ONG mère, auraient dû être transférés à GRAINE lors de la constitution de la nouvelle société. Par contre le transfert n'a pas été réalisé tout de suite à cause d'un problème de nature fiscale qui s'est présenté. En effet, GRAINE en tant que société commerciale est censée verser les impôts relatifs aux fonds transférés, ce qui produirait un impact remarquable sur les résultats. C'est pour cela que, étant considéré que l'institution, malgré sa forme commerciale, exerce une activité ayant une mission sociale, GRAINE compte présenter un dossier de plaidoyer auprès du ministère visant à obtenir l'exonération fiscale sur le transfert des actifs. D'après l'accord avec CRS, une partie de ces fonds (56,8 millions de FCFA, soit 86.658 Euro) reste enregistrée dans les emprunts, après le transfert.

Jusqu'au transfert des valeurs, Graine enregistrait dans sa comptabilité un **coût financier de 4**% sur ces fonds.

Les autres dettes incluent une partie des subventions d'investissement non amorties.

Une partie (20% à décembre 2007) du passif est enfin représentée par les **dépôts des clients**. En particulier il s'agit de l'épargne nantie requise sur le crédit rénové, récemment introduit. Par contre, la plupart de l'épargne mobilisée, volontaire aussi bien que liée au crédit, n'est toujours pas gérée directement par Graine, mais déposée par les clients auprès d'autres institutions financières. L'**internalisation de la gestion de l'épargne** est sans doute un point crucial dans la stratégie de financement de Graine. Graine n'a pas encore accédé à des sources de financement externes, ayant constamment bénéficié de l'appui financier de CRS. L'**approche** adoptée par Graine face **aux financements externes est plutôt prudente**, visant à développer des relations avec des partenaires externes, pour en obtenir des financements seulement une fois la transition complètement achevée (v. chapitre 7)

A décembre 2007, les **fonds propres** de Graine s'élèvent à **2 millions d'Euros** (1,3 milliards de FCFA), ayant enregistré une croissance de 135% par rapport à l'année précédente. La forte augmentation est due au **transfert des fonds de CRS dans le capital de GRAINE** (pour une

GRAINE, Burkina Faso – Mars 2008

valeur d'environ 1,2 millions Euro). Une importante partie du capital (39%) se compose des subventions d'exploitation et d'investissement cumulées au cours des exercices précédents. Il s'agit en particulier des donations reçues de la part de l'ONG mère CRS. Le résultat net de l'année représente 2% du total des fonds propres, tandis que les pertes cumulées lors des exercices précédents contribuent à diminuer le capital, pour 5%. La stratégie de capitalisation, après l'injection massive de ressources du programme de CRS prévoit que la base de capital sera alimentée par l'accumulation du résultat mis à réserve.

#### Gestion de l'actif et du passif

Dans l'ensemble, la **gestion financière** de GRAINE est encore **plutôt limitée**, en raison des insuffisances du système d'information de gestion et à cause du manque de certaines compétences spécifiques. Plus en général, la gestion financière demeure **strictement liée à la logique de projet**, ce qui fait que toute considération liée à la gestion de la liquidité, au processus budgétaire et aux obligations financières sont nouvelles pour l'institution. Par conséquent, des politiques pour l'identification et la gestion des risques financiers, ainsi que des outils appropriés doivent encore être élaborés. D'ailleurs, la responsable du département financier montre une certaine compétence qui nécessite cependant d'être supportée.

En particulier, **la gestion de la trésorerie résulte plutôt faible**. D'abord, une gestion centralisée de la liquidité n'est pas encore réalisée, ce qui impacte négativement sur l'efficience de la gestion. Chaque agence dispose de deux comptes bancaires : un compte de fonctionnement alimenté par les subventions d'exploitation et les fonds de crédit, qui n'est pas rémunéré, et un compte recevant les intérêts perçus sur crédits, dont les fonds sont bloqués et utilisés pour faire des placements à terme, rémunérés à un taux annuel de 2.75%. La gestion des fonds liquides demeure améliorable. Par contre, à défaut d'outils adéquats de gestion de la trésorerie, en particulier à cause des faiblesses dans la planification centrale des flux de caisse, il est arrivé que l'institution ait dû toucher au compte intérêts pour financer le portefeuille. GRAINE ne compte pas sur des lignes de crédit (pour permettre à l'institution d'avoir plus de flexibilité dans la gestion de la liquidité et des éventuelles fluctuations dans le portefeuille et à utiliser surtout en cas d'urgence). Le développement de ce type de maîtrise est d'autant plus important étant donné l'intention de l'institution de démarrer l'activité d'intermédiation de l'épargne.

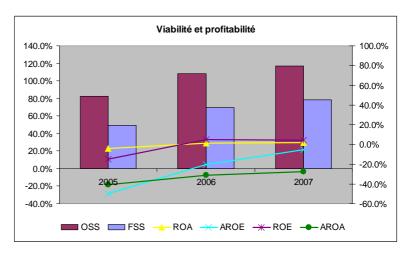
GRAINE ne réalise pas une analyse du risque de maturité, qui est cependant fortement mitigé par la courte durée du portefeuille qui est financé par les fonds propres.

Pour l'instant, GRAINE n'est exposée à aucun risque de devise.

## 6. Résultats opérationnels et financiers

Les indicateurs de profitabilité de GRAINE affichent une générale tendance à la hausse, au cours de la période d'analyse.

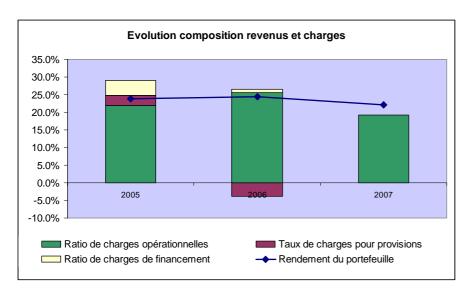
En particulier, les ratios de rentabilité, négatifs jusqu'en 2005, ont enregistré des valeurs positives lors des deux derniers exercices. Le rendement de l'actif (ROA) passe de -3.8% en 2005, à 1.3% et 2% respectivement en 2006 et 2007. tandis que le rendement des fonds propres (ROE) remonte de -14.6% en 2005 à 4.5% et 4.4% en 2006 et



Le ratio de viabilité opérationnelle (OSS) a suivi cette tendance positive, passant de 82.2% en 2005 à 108.4% en 2006 et 117.2% en 2007. Cependant, dans le cas de GRAINE, les ratios non ajustés sont peu significatifs, du fait qu'ils excluent une partie importante de charges de opérationnelles, ne répondant pas à une logique d'institution.

En effet, les résultats ajustés sont pour la plupart influencés par l'ajustement pour subventions en nature, dans lesquelles ont été incluses toutes les dépenses de fonctionnement de GRAINE qui sont encore prises en charge par CRS<sup>15</sup>. Cela dénote encore une forte dépendance du support budgétaire de CRS, bien que l'institution ait commencé à supporter ses propres charges opérationnelles au niveau des agences. Les valeurs des ratios ajustés affichées sont négatives sur toute la période. La viabilité financière n'a pas encore été rejointe (FSS de 78.8% en 2007), mais dans l'ensemble la **tendance semble être positive**.

En général, le rendement du portefeuille s'est maintenu assez stable lors des trois dernières années, bien qu'une légère flexion ait été enregistrée en 2007 (passant de 24.4% en 2006 à 22.2%). A ce résultat peut avoir contribué les détournements liés surtout aux remboursements par anticipation des intérêts avant la période d'hivernage.



L'analyse de l'évolution des principaux composants des revenus et des charges montre que le ratio de opérationnelles, charges une augmentation entre 2005 et 2006 (de 21.9% à 25.5%), a diminué en 2007 (19.2%). D'ailleurs il faut considérer que ce ratio ne prend pas compte toutes les charges relatives au fonctionnement de GRAINE, dont une partie (notamment les dépenses siège) sont encore soutenues par CRS. Le taux

de charges de financement a montré une évolution à la baisse, jusqu'à s'annuler en 2007, lorsque

<sup>&</sup>lt;sup>15</sup> Les salaires du gérant et du responsable financier, ainsi qu'une bonne partie des dépenses administratives de compétence de GRAINE sont encore soutenues par CRS.

GRAINE, Burkina Faso – Mars 2008

la plupart des fonds de CRS, sur lesquels GRAINE comptabilisait un coût de 4%, ont été transférés dans le capital.

Le **taux de charges pour provisions** a sensiblement diminué entre 2005 et 2006, affichant une valeur négative. Cela est à une reprise comptable des provisions initialement constituées pour constater la perte probable liée aux détournements. En 2007 le ratio de charges pour provisions a subi une augmentation, tout en restant très bas (0.1%). Il s'agit d'ailleurs d'une valeur calculée sur les états financiers pré inventaire.

La productivité par agent de crédit est de 989 clients par agent et a enregistré une croissance remarquable au bout de la dernière année (à décembre 2006 elle était de 760 clients par agent). Ces valeurs montrent qu'il existe une problème de surcharge de travail pour les agents de terrain, ce qui comporte un risque important pour l'institution, limitant sérieusement la capacité de contrôle et suivi de la part des agents, ce qui impacte négativement sur la qualité du portefeuille. En plus, on remarque également des ralentissements dans la mise à jour des documents et dans la production de l'information. De surcroît, le fardeau excessif de travail des agents de terrain peut engendrer des tensions et du mécontentement, qui expose davantage l'institution à des épisodes de fraudes aussi bien qu'à la perte de personnel formé. En général, GRAINE n'a pas su bien maîtriser et contrôler la croissance de l'activité. En particulier, elle n'a pas su anticiper la croissance du nombre des clients, à laquelle s'est ajouté le départ de certains agents de crédit. En plus, avec l'introduction du crédit rénové l'institution s'attendait à une augmentation du prêt moyen, plutôt qu'une expansion du nombre des clients.

Les résultats enregistrés par GRAINE au bout des deux dernières années montrent une tendance positive, quoique l'institution demeure confrontée à certaines faiblesses liées notamment au fait

Indicateurs financiers	2005	2006	2007
Taux de charges opérationnelles (portefeuille moyen brut)	21.9%	25.5%	19.2%
Taux d'allocation du personnel	69.7%	74.4%	70.6%
Productivité de l'agent de crédit (emprunteurs)	907	760	989
Productivité de l'agent de crédit (montant)	28,361,272	24,838,297	36,647,650
Productivité de la filiale (montant)	326,154,625	360,155,310	439,771,803
Coût par prêt octroyé	2,930	4,071	3,362
Coût par emprunteur	6,791	7,854	6,598
Ratio de charges de financement*	4.1%	1.0%	0.0%
Taux de charges pour provisions	2.9%	-3.9%	0.1%
Rentabilité du portefeuille (brut)	23.8%	24.4%	22.2%

que le processus d'institutionnalisation n'est pas encore complètement achevé. La profitabilité demeure fragile et requiert un contrôle plus strict de la qualité du portefeuille et un monitorage budgétaire systématique, notamment dans la perspective de soutenir les charges attendues pour le renforcement de la structure et les éventuelles charges financières.

# 7. Objectifs stratégiques et nécessités financières

A présent, GRAINE manque de lignes stratégiques actualisées formalisées, d'objectifs à moyen et long terme et d'un plan de développement. L'institution née de la transformation du programme de microfinance de CRS. Néanmoins, la transformation ayant été entamée avant la fin du projet<sup>16</sup>, cela a impliqué des complications au niveau du transfert des valeurs, qui ont engagé l'équipe de management de l'institution. A cela s'ajoutent des difficultés liées à la transformation juridique. GRAINE fonctionne toujours en bonne partie sur la base du programme de microfinance de CRS.

Un **plan d'affaires** existe mais il est **dépassé**, se limitant à la vie du programme de microfinance. Cela a contribué à une **faible gestion de la croissance**, avec par exemple un nombre de personnel insuffisant à la gérer. Le plan est fait sur la base d'un **DAP**<sup>17</sup> **financé par des fonds USAID** (2004-09) où la croissance du programme/institution est sous-estimée (dans une vision de projet, le budget a été exploité et tous les principaux indicateurs, v. nombre de clientes, ont été atteints). Par la suite, un **protocole d'accord de partenariat** devrait être signé entre le CRS et GRAINE pour les années 2008-2009 pour accompagner l'institution jusqu'à la fin du DAP<sup>18</sup>. Cependant, le protocole n'a pas encore été signé en raison de la complexité des procédures qui requièrent l'approbation de l'USAID.

Le management de GRAINE prévoit d'entamer un processus de réflexion stratégique impliquant le conseil de gestion (pas encore opérationnel) à partir d'un atelier à organiser dans le deuxième trimestre de 2008. Cela devrait représenter la base pour le développement du plan d'affaires, attendu avant la fin de l'année fiscale en cours.

Dans la situation courante, des incertitudes existent par rapport aux **temps d'achèvement du processus d'institutionnalisation**, avec d'implications multiples incluant le plein déploiement de la nouvelle structure, sa capacité de refinancement externe et sa croissance.

Il faut aussi rappeler qu'un plan d'affaires actualisé est l'une des conditions nécessaires pour obtenir l'agrément du ministère des finances à opérer comme SARL (pour l'instant GRAINE fonctionne sous la convention CRS). A côté du dressement du plan de développement, GRAINE compte aussi introduire un dossier de plaidoyer auprès du ministère (pour la résolution des aspects fiscaux du transfert d'actifs, v. chapitre 2).

Néanmoins, un certain nombre de domaines ont été identifiés par le management comme prioritaires pour le développement opérationnel de l'institution dans le court-moyen terme, incluant déjà en 2008 la conclusion du transfert des actifs, la conception d'un plan d'affaires, l'audit externe des comptes, la mise en place d'un SIG automatisé, le renforcement du fonctionnement du Conseil de Gestion et le recrutement de personnel. Au-delà de 2008, l'institution doit préparer aussi le retrait de CRS du capital, alors que la planification de moyen terme inclut l'expansion géographique aux autres diocèses du pays (d'après l'accord avec OCADES) et le développement de nouveaux produits (épargne et crédit).

Pour ce qui concerne la **structure propriétaire et de gouvernance**, la sortie de CRS était prévue en concertation avec OCADES sur une période de 3 ans. Néanmoins, le processus est pour l'instant ralenti par les complications pratiques liées surtout au transfert des valeurs. Bien que mitigé par l'engagement montré par l'OCADES, après la sortie de CRS des incertitudes restent par rapport à l'équilibre du côté social et d'expertise professionnelle au niveau de la gouvernance.

#### Besoins financiers

Les besoins financiers de l'institutions ne sont pas encore définis et GRAINE a jusque là fonctionné principalement sur la base du budget CRS. Des projections financières n'ont pas encore été développées pour l'institution.

<sup>&</sup>lt;sup>16</sup> Déjà en 2003.

<sup>&</sup>lt;sup>17</sup> Programme d'Assistance au Développement

<sup>&</sup>lt;sup>18</sup> Néanmoins, il a été revu à la baisse et résulte insuffisant.

GRAINE, Burkina Faso - Mars 2008

Au niveau du DAP (et protocole), le problème de comment refinancer GRAINE une fois devenu institution n'a pas été avancé. D'ailleurs, **pour 2008 GRAINE compte plutôt consolider l'existant que croître** et le management déclare ne pas vouloir s'engager dans la recherche de nouveaux fonds.

Néanmoins, à part les potentialités pas encore exploitées mais attendues de financement à travers OCADES, GRAINE est en train de développer ses **contact avec de différents partenaires (techniques et financiers)** potentiels, incluant Terrafina, Fondation Stromme, Oxfam, Kiva. Ils ont aussi reçu un accord de principe pour un support technique de la part d'AQUADEV.

Néanmoins, la solution de la question de transfert d'actifs de CRS à GRAINE (et par conséquent la situation juridique) reste préalable à la capacité de l'institution d'attirer des partenaires externes qui puissent financer la croissance de l'institution.

# 8. Détail des facteurs de risque

D'après notre analyse, les **principaux facteurs de risque** de GRAINE sont les suivants :

Domaine	Facteurs de risque	Relevance*	Principales mesures adoptées et/ou à adopter dans la courte période	Observations
	Implications fiscales liées à la nouvelle forme juridique	Moyen	L'institution a le support de CRS et Ocades pour avancer un plaidoyer pour une exonération fiscale. Le CRS pourrait directement s'impliquer dans la couverture d'éventuels charges fiscales (v. transfert d'actif).	Les implications seraient au niveau du transfert de l'actif et de la TVA, avec un impact potentiel élevé sur les opérations de l'institution.
Environnement externe	Concurrence au niveau de la clientèle aussi bien que du personnel	Moyen	Une révision de l'offre de produits est prévue.	Compétition croissante en milieu urbain aussi bien que rural. Par rapport à la clientèle, GRAINE présente une offre de services limitée et des conditions assez rigides. La surcharge de travail du personnel constitue un défi pour sa rétention.
	Institutionnalisation du projet non achevée	Moyen	La pleine institutionnalisation devrait être complétée en 2009 suite à la fin du DAP courant.	GRAINE est encore en bonne partie gérée en tant que projet et un nombre de documents stratégiques et de gestion (v. plan d'affaires, manuels, etc.) n'ont pas encore été adoptés par la nouvelle structure
	Structure de gouvernance non complètement fonctionnelle	Moyen	Un conseil de gestion est en place mais pas encore fonctionnel.	Dans une phase critique de la vie institutionnelle, le conseil de gestion n'est pas en train de déployer entièrement son rôle directif et de support/contrôle de la gestion de l'institution. En partie, ce rôle est encore assuré par CRS.
Gouvernance, management et opérations	Organigramme incomplet et insuffisances dans la dotation de personnel	Moyen- haut	L'institution est en train de se doter de 15 nouveaux agents de crédit. Un organigramme plus structuré pour le siège est aussi planifié, même si les temps pour sa mise en place ne sont pas définis.	Surcharge de travail dans les agences aussi bien qu'au siège. Ralentissement et/ou manque d'actualisation dans l'exécution des processus (v. travaux de fin d'année, tenue des dossiers de crédit, suivi des groupes, etc.). Insuffisances au niveau de ségrégation de tâches. Au niveau des agences, cette surcharge peut générer des tensions et un risque de perte de personnel formé.
	Faible système de contrôle	Moyen- haut	En l'absence d'un audit interne centralisé, la gérance compte faire dépendre les contrôleurs directement du siège. Dans l'organigramme planifié, un poste de contrôleur central est prévu	Plusieurs cas de fraude se sont vérifiés, bénéficiant des insuffisances de l'environnement de contrôle. Les contrôleurs du programme de microfinance de CRS, qui ont jusque là assuré en bonne partie le contrôle central, viennent d'être alloués à d'autres tâches. Les contrôleurs au niveau de filiale dépendent fonctionnellement du cher d'agence, ce qui, avec leur proximité aux opérations, ne permet pas de garantir leur complète autonomie.

<sup>\*</sup>La relevance se réfère au dégât/perte causés par l'événement (associé à chaque facteur de risque) et la probabilité que le dégât/perte se produise.

Domaine	Facteurs de risque	Relevance*	Principales mesures adoptées et/ou à adopter dans la courte période	Observations
	Manque d'un SIG automatisé	Moyen	L'institution est dans le processus d'évaluer ses besoins.	Risque d'erreurs et manipulation des données. Perte d'efficience. Limites dans la capacité de production d'information, spécialement en vue de la croissance.
	Risque de manipulation d'espèces	Moyen- haut	-	Procédures de contrôle non systématiquement respectées. De nombreux cas de détournement se sont vérifiés.
Gouvernance, management et opérations	-		Des propositions d'adaptation ont été produites par un consultant, qui doivent être révisées et adoptées par l'institution.	En bonne partie, le fonctionnement de GRAINE répond à des logiques de programme (v. absence de comité de crédit, budgétisation), ce qui demande une révision avant que des manuels ne soient rédigés. Manque de formalisation des politiques et procédures concernant certains processus (v. contrôle).
	Manque d'audit externe	Moyen	Prévu pour les agences à partir de cette année	-
	Souple application des politiques de crédit	Moyen-bas	-	Due en partie à un manque de formation et de clairs objectifs (v. agents de crédit qui n'octroient pas de crédits rénovés) et à une incomplète formalisation ou réactualisation des politiques
Produits financiers et qualité de	Failles dans la méthodologie de crédit	Moyen	Interventions non systématiques pour l'adaptation ou l'amélioration de la méthodologie (v. crédit rénové, acceptation de paiements par anticipation)	Remboursement du capital en fin du cycle aussi pour des activités commerciales. Octroi de crédit répété au moment du remboursement du crédit précédent. Pas de contrôle de l'utilisation du crédit.
l'actif	Faiblesses dans le processus de suivi après octroi	Moyen- haut	-	Manque de vérification de l'utilisation de crédit, affaibli par le planning de remboursement (restitution du capital en fin de cycle). En partie liée à la surcharge (impliquant aussi faible capacité de supervision de la part du chef de point de service).
	Lenteurs dans le processus d'octroi du crédit	Moyen	-	2-3 semaines pour l'octroi du crédit, dans une logique essentiellement de projet.
	Gestion financière encore liée à la vie du projet	Moyen-bas	Personnel compétent.	Toute considération liée à la gestion de la liquidité, au processus budgétaire et aux obligations financières sont nouvelles pour l'institution.
Structure et gestion financières	Dépendance du budget de CRS	Moyen- haut	L'institution fonctionne à présent principalement sur ses fonds propres	Depuis 2007 le protocole de convention entre GRAINE et CRS n'a pas été signé, entraînant le blocage des fonds alloués dans le DAP.
	Non internalisation des épargnes mobilisées	Moyen	L'institution a mis en place de contrôle des épargnes mobilisées. L'intermédiation des épargnes est prévue	Limites dans leur contrôle et non intermédiation

<sup>\*</sup>La relevance se réfère au dégât/perte causés par l'événement (associé à chaque facteur de risque) et la probabilité que le dégât/perte se produise.

Domaine	Facteurs de risque	Relevance*	Principales mesures adoptées et/ou à adopter dans la courte période	Observations
Résultats financiers et	Viabilité financière non encore atteinte et forte dépendance du support budgétaire de CRS	Moyen- haut	L'institution a commencé à supporter ses propres charges opérationnelles au niveau des agences.	Limites dans le support de nouveaux coûts opérationnels (v. personnel supplémentaire au siège, loyer d'un siège délocalisé, etc.).
opérationnels	Surcharge de travail pour les agents de crédit	Moyen- haut	15 nouveaux agents de crédit seront recrutés dans le bref délai.	Faiblesses dans la gestion et contrôle de la croissance.
	Incertitudes liées aux temps d'achèvement du processus d'institutionnalisation	Haut	Dans le court terme la gérance de GRAINE prévoit entamer un processus de réflexion stratégique impliquant le conseil de gestion et introduire un dossier de plaidoyer auprès du ministère.	Implications multiples incluant le plein déploiement de la nouvelle structure, sa capacité de refinancement externe et sa croissance.
Objectifs stratégiques et évolutions	Manque de lignes stratégiques formalisées, objectifs à moyen-long terme et d'un plan de développement	Haut	Atelier de réflexion initial prévu par la gérance dans le court terme. Le plan serait attendu avant la fin de l'année fiscale en cours.	Le plan d'affaires en cours est dépassé, se limitant à la vie du programme de microfinance. Faiblesses dans la gestion de la croissance.
futures	Manque de projections financières	Moyen	Des projections financières seront incluses dans le plan d'affaires.	-
	Après la sortie de CRS, incertitudes par rapport à l'équilibre du côté social et d'expertise professionnelle au niveau de la gouvernance	Bas	Le processus est pour l'instant ralenti par les complications pratiques liées surtout au transfert des valeurs.	-

<sup>\*</sup>La relevance se réfère au dégât/perte causés par l'événement (associé à chaque facteur de risque) et la probabilité que le dégât/perte se produise.

# **Annexe 1 – Etats financiers**

GRAINE					
Bilan (Euro)	Déc 04	Déc 05	Déc 06	Déc 07	
ACTIF					
Caisse et banques	39,306	103,536	387,259	351,50	
Investissements financiers à court terme	109,763	112,091	76,225	525,96	
Portefeuille encours net	579,255	993,444	1,096,576	1,339,90	
Portefeuille encours brut	579,584	994,439	1,098,106	1,340,85	
Portefeuille performant	578,814	993,195	1,094,994	1,334,74	
PAR 30	771	1,244	3,112	6,11	
(Provisions cumulées)	329	995	1,531	95	
Intérêts comptabilisés d'avance	-	-	-		
Autres actifs à court terme	-	-	-		
Total de l'actif à court terme	728,325	1,209,071	1,560,060	2,217,36	
Investissement financier à long terme	-	-	-		
Immobilisations nettes	49,889	70,756	71,461	77,32	
Autres actifs à long terme	19,832	9,967	17,369	19,73	
Total de l'actif à long terme	69,721	80,724	88,830	97,05	
Actif total	798,046	1,289,794	1,648,890	2,314,42	

Fonds propres totaux	211,882	312,529	473,654	2,076,982
Autres comptes de capital	-	-	-	-
Résultat mis à réserve - année courante	- 30,767	- 39,411	19,102	40,099
Résultat mis à réserve - années précédentes	- 72,706	- 103,473	- 142,884	- 111,990
Résultat total mis à réserve	- 103,473	,	- 123,782	- 71,892
Subventions cumulées	315,355	455,413	597,436	913,285
Quasi-capital	_	_	_	- 1,201,304
Donations		_	_	1,234,064
FONDS PROPRES Capital d'apport	_	_	_	1,524
Passif total	586,163	977,265	1,175,235	237,442
	,	,		,
Total passif à long terme	525,327	860,572	1,061,026	86,658
Fonds affectés	525,327	860.572	1,061,026	
Autre passif à long terme		-	-	00,030
Dépôts à long terme Emprunts à long terme	-	-	-	86,658
Total passif à court terme	00,030	110,093	114,209	150,704
Autre passif à court terme	60,836 <b>60,836</b>	116,693 116,693	114,209 114,209	102,069 150,784
Emprunts à court terme	-	-	-	-
Dépôts à court terme	-	-	-	-
Dépôts à vue	-	-	-	48,715
PASSIF				

	GRAINE			
Compte de résultats (Euro)	2004	2005	2006	2007
Intérêts et commissions sur portefeuille	118,193	181,502	246,173	266,152
Intérêts sur investissements Autres revenus de services financiers	-	-	892	5,545
A) Revenu financier	118,193	181,502	247,065	271,697
Intérêts payés sur emprunts	20,534	31,480	9.980	-
Intérêts payés sur dépôts	-	-	-	-
Intérêts payés sur hypothèque	-	-	-	-
Autres dépenses financières	-	-	-	152
Ajustement pour inflation	-	-	-	-
B) Charges financières totales	20,534	31,480	9,980	152
Marge financière brute (A - B)	97,659	150,023	237,085	271,545
Dotation aux provisions	6,447	22,348	- 38,841	1,480
Marge financière nette	91,212	127,674	275,926	270,065
Autres revenus opérationnels	-	-	-	-
Charges de personnel	59,482	75,457	103,766	117,963
Charges administratives	62,500	91,629	153,059	112,222
C) Charges opérationnelles totales	121,982	167,086	256,824	230,186
Revenu opérationnel net	- 30,769	- 39,411	19,102	39,879
Revenus extraordinaires	2	18	1	68
Charges extraordinaires	-	18	-	-
Résultat net avant donations et impôts	- 30,767	- 39,411	19,102	39,947
Impôts	-	-	-	-
Résultat net avant donations	- 30,767	- 39,411	19,102	39,947
Donations	96,612	140,058	142,023	202,263
Revenus non opérationnels	-	-	-	-
Charges non opérationnelles	-	-	-	-
Revenu net	65,845	100,647	161,125	242,210

# Annexe 2 – Ajustements des états financiers

Les Etats Financiers dans l'Annexe 1 sont le résultat d'une **reclassification standard**. Ils sont exprimés en Euro. Les chiffres pour toute la période d'analyse sont basés sur les **états financiers internes** de GRAINE.

Les états financiers ont été ajustés pour permettre la comparaison avec d'autres institutions qui utilisent une différente logique de présentation de l'information et pour évaluer le niveau de viabilité de l'institution à conditions de marché.

Les principaux ajustements sont normalement :

- ajustement pour les intérêts comptabilisés d'avance sur les prêts délinquants
- élimination des subsides (subvention en nature<sup>19</sup> et prêts subsidiés<sup>20</sup>)
- les provisions sont calculées avec une formule standard<sup>21</sup>
- ajustement à l'inflation<sup>22</sup>
- · ajustement aux radiations.

Ajustements (Euro)	2005	2006	2007
Ajustement pour intérêts comptabilisés sur crédits non performants	-	-	-
Ajustements pour crédits à taux subventionné	-	-	-
- Taux d'intérêt utilisé (devise nationale)	3.1%	3.0%	3.1%
- Taux d'intérêt utilisé (devise étrangère)	5.3%	5.3%	6.4%
Ajustement pour inflation	14,983	8,890	-
- Taux d'inflation utilisé	7.0%	2.7%	-0.3%
Ajustement pour dotations aux provisions pour créances douteuses	249	1,582	5,158
Ajustement pour subventions en nature	133,906	117,704	107,673
Variation totale du revenu net	149,137	128,177	112,831

Les ajustements les plus importants pour GRAINE sont ceux en relation avec les subventions en nature, dont la nécessité se justifie par le fait qu'une bonne partie des charges de fonctionnement de l'institution sont encore prises en charge par CRS (notamment les dépenses relatives au siège central). L'effet de ces ajustements réduit sensiblement le bénéfice net sur toutes les années considérées.

Portefeuille: 1-30 jours 10% Prêts restructurés 0-30 jours 50% 31-60 jours 30% > 30 jour 100% 61-90 jours 50% > 90 jours 100%

<sup>&</sup>lt;sup>19</sup> Les subventions en nature sont estimées et ajutées aux charges d'exploitation.

<sup>&</sup>lt;sup>20</sup> Dans l'état de résultat, on enregistre la valeur de la différence entre les coûts financiers des institutions et le coût financier évalué au taux du marché. En particulier, en cas d'emprunts en devise locale, 75% du taux d'intérêt actif moyen du marché national est pris en ligne de compte (IFS Line 60P). En cas d'emprunts en devise étrangère (US\$ et Euro), le taux considéré est la valeur moyenne du LIBOR 1 an, plus 3%.

<sup>&</sup>lt;sup>21</sup> Les provisions sont calculées selon la formule suivante:

<sup>&</sup>lt;sup>22</sup> Calculés sur la base de la variation des prix à la consommation, reportée par le FMI-IFS

# **Annexe 3 – Ratios financiers**

GRAINE (F CFA)	2005	2006	2007
RENTABILITE			
Rendement de fonds propres (ROE)	-14.6%	4.7%	4.5%
ROE après donations	37.3%	39.8%	27.5%
Rendement de fonds propres ajusté (AROE)	-49.6%	-20.5%	-5.1%
Rendement de l'actif (ROA)	-3.8%	1.3%	2.1%
ROA après donations	9.6%	11.3%	12.5%
Rendement de l'actif ajusté (AROA)	-18.1%	-7.4%	-3.8%
Autosuffisance opérationnelle (OSS)	82.2%	108.4%	117.2%
Autosuffisance financière (FSS)	49.0%	69.4%	78.5%
Marge bénéficiaire	-21.7%	7.7%	14.7%
QUALITE DU PORTEFEUILLE			
PAR 90	0.1%	0.3%	0.5%
Portefeuille restructuré	0.0%	0.0%	0.0%
Taux de charges pour provisions	2.9%	-3.9%	0.1%
Ratio de provision pour créances douteuses	0.1%	0.1%	0.1%
Ratio de couverture de risque (30 jours)	80.0%	49.2%	15.6%
Taux de radiation	0.0%	0.1%	0.0%
Taux de radiation ajusté	0.2%	0.1%	0.3%
EFFICIENCE ET PRODUCTIVITE			
FFICIENCE ET PRODUCTIVITE  Taux de distribution du personnel	69.7%	74.4%	70.6%
Productivité par agent de crédit (emprunteurs)	907	760	989
Productivité par agent de crédit (montant)	28.361.272	24,838,297	36,647,650
Productivité du personnel (emprunteurs)	632	565	698
Productivité du personnel (montant)	19,766,947	18,469,503	25,868,930
Productivité par filiale (montant)	326,154,625	360,155,310	439,771,803
Ratio de charges opérationnelles (sur portefeuille brut moyen)	21.9%	25.5%	19.2%
Taux de charges opérationnelles (sur actif)	16.0%	17.9%	11.9%
Coût par crédit octroyé	2,930	4.071	3,362
Coût par emprunteur	6,791	7,854	6,598
Ratio de charges de personnel (portefeuille brut moyen)	9.9%	10.3%	9.8%
Ratio de charges administratives (portefeuille brut moyen)	12.0%	15.2%	9.4%
GESTION DE L'ACTIF ET DU PASSIF			
Rentabilité du portefeuille (brut)	23.8%	24.4%	22.2%
Ratio de charges de financement*	4.1%	1.0%	0.0%
Ratio de charges de imancement Ratio de charges financières*	7.5%	1.9%	0.0%
Dotations aux provisions pour inflation (sur portefeuille brut moyen)	0.0%	0.0%	0.0%
Dotation aux provisions pour inflation (sur portereuille brut moven)	2.0%	0.9%	0.0%
Ratio de liquidité générale	10.36	13.66	14.71
Liquidité sur actif total	8.0%	23.5%	15.2%
Ratio dettes/capital	3.13	2.48	0.11
Multiplicateur des fonds propres	4.1	3.5	1.1
Ratio d'adéquation du capital	24.2%	28.7%	89.7%
тано и апедианоп ин саркаг	24.270	20.176	05.176

 $<sup>^{\</sup>ast}$  les variations du taux de change ne sont pas incluses dans le calcul

Crédit moyen octroyé	31,273	32,029	34,327
Crédit moyen encours	31,263	32,686	37,062
Crédit moyen octroyé sur PIB p-c	13.8%	13.7%	14.0%
Crédit moyen encours sur PIB p-c	13.8%	13.9%	15.1%
Pourcentage de femmes parmi les emprunteurs actifs	100.0%	100.0%	100.0%
· · · · · · · · · · · · · · · · · · ·	74.00	40.40/	20.40/
· · · · · · · · · · · · · · · · · · ·	71.6%	10.4%	22.1%
Croissance du portefeuille brut	71.6% 82.8%	10.4% 5.6%	22.1% 7.7%
Croissance du portefeuille brut			
Croissance du portefeuille brut Croissance des emprunteurs actifs	82.8%	5.6%	7.7%
Croissance du portefeuille brut Croissance des emprunteurs actifs Croissance des crédits actifs Croissance de l'actif total	82.8% 82.8%	5.6% 5.6%	7.7% 7.7%
Croissance des emprunteurs actifs Croissance des crédits actifs	82.8% 82.8% 61.6%	5.6% 5.6% 27.8%	7.7% 7.7% 40.4%

### **Annexe 4 - Définitions**

	Description des ratios	Formule
	Rentabilité des fonds propres (ROE):	Revenu net avant donations / Fonds propres moyens
	Rentabilité des fonds propres ajustée (AROE)	Revenu net ajusté avant donations et taxes / Fond propres moyens
	Rentabilité de l'actif (ROA)	Revenu net avant subventions / Actif moyen
	Rentabilité des actifs ajustée (AROA)	Revenu net ajusté avant donations et taxes / Actif moyen
	Remabilité des actifs ajustée (AROA)	(Revenu financier + d'autres revenus opérationnels) / (Frais
Rentabilité	Autonomie opérationnelle (OSS)	financiers + Dépense de dotation aux provisions pour créances douteuses + Charges d'exploitation)
	Autonomie financière (FSS)	(Revenu financier ajusté + autre revenu opérationnel) / (Dépenses financières ajustées + Dépenses ajustées de dotation aux provisions pour créances douteuses + Charges d'exploitation ajustées)
	Marge bénéficiaire	Bénéfice net opérationnel/ revenus opérationnelles
	Portefeuille à risque (PAR 30)	Portefeuille à risqué > 30 / Portefeuille brut
Qualité du	Ratio de charges de provisions pour créances douteuses	Dotation aux provisions / Portefeuille brut moyen
portefeuille	Ratio de provisions pour créances douteuses	Provisions cumulées/ Portefeuille brut
	Ratio de couverture de risque (>30 jours)	Provisions cumulées/ Portefeuille à risque > 30
	Ratio d'abandon de créances	Prêts radiés/ Portefeuille brut moyen
	Taux d'allocation du personnel	Agents de crédit/personnel total
	Productivité des agents de crédit -emprunteurs	Nombre d'emprunteurs actifs / Nombre d'agents de crédit
	Productivité des agents de crédit - montant	Portefeuille brut /Nombre d'agents de crédit
Estinian and	Productivité du staff - emprunteurs	Nombre d'emprunteurs actifs / Nombre du staff
Efficience et productivité	Productivité du staff - montant	Portefeuille brut/ Nombre du staff
•	Ratio de charges d'exploitation	Charges d'exploitation/portefeuille brut moyen
	Coût par emprunteur	Charges opérationnelles/Nombre d'emprunteurs
	Ratio de charges administratives	Charges administrative/Portefeuille brut moyen
	Ratio de charges de personnel	Charges de personnel/Portefeuille brut moyen
	Rendement du portefeuille	Revenu d'intérêt du portefeuille/Portefeuille moyen
	Ratio du coût des ressources	Dépenses d'intérêt des dettes/ Moyenne des dette de financement de la période
Gestion financière	Ratio de charges de financement	Intérêts et commissions appliqués sur les dettes de financement/Moyenne des dettes de financement
	Ratio de liquidité générale	Actif à court terme/Passif à court terme
	Ratio dettes/fonds propres	Dettes/Fonds propres
	Ratio d'adéquation des fonds propres	Fonds propres totaux/ actif total
	Montant moyen des prêts déboursés	Montant octroyé dans la période / nombre de prêts octroyés
Outreach	Taille moyenne du prêt octroyé sur le PNB par habitant	Taille moyenne du prêt octroyé/PNB par habitant

#### D'autres définitions:

<u>Dettes de financement</u>: Dettes qui financent le portefeuille et les investissements nécessaires pour la gestion du portefeuille

<u>Charges d'exploitation</u>: Charges de personnel + Charges administratives

Ratio de recouvrement des radiations: Revenu de prêts radiés (remboursement reçus de prêts déjà radiés) / Portefeuille moyen brut

Renégociation des prêts délinquants: prêts rééchelonnés (extension de la durée du prêt ou bien assouplissement de l'échéancier des remboursement), aussi bien que refinancement (remboursement d'un prêt à problèmes, à travers l'octroi d'un nouveau prêt).

## Annexe 5 – Directives de reporting et comptabilité

Ces directives reflètent principalement les principes prévus par la règlementation des IMF en vigueur dans la zone UEMOA (loi PARMEC) et les décrets d'application, en matière de comptabilité, et leur application par GRAINE, aussi bien que les politiques adoptées par l'institution.

### **Etats financiers**

GRAINE n'offre pas de services non-financiers. Ses états financiers reflètent uniquement le résultat de ses activités financières. La date de clôture des états financiers est le 31 Décembre de chaque année. Pour le moment GRAINE n'a pas encore reçu un audit externe des comptes.

#### Dotation aux provisions pour créances douteuses et radiation

GRAINE, selon la loi PARMEC et plus précisément l'instruction N° 4 de la BCEAO, constitue un provisionnement pour pertes sur prêts du genre suivant:

- Crédit comportant au moins une échéance impayée de 90 à 180 jours : 40% du solde restant dû.
- Crédit comportant au moins une échéance impayée de 180 à 365 jours : 80% du solde restant dû.

Ces pourcentages sont appliqués sur le solde restant dû au net des dépôts de garantie.

Le crédit comportant au moins une échéance impayée de plus 365 jours est considérée irrécouvrable et la créance est radiée.

#### Intérêts comptabilisés d'avance

Les états financiers de GRAINE sont établis selon la méthode de la comptabilité de caisse. d'engagement : les transactions sont constatées au moment des encaissements ou décaissements.

#### Prêts renégociés

GRAINE ne restructure pas de crédit.

#### Prêts aux employés

Pour le moment GRAINE n'a pas octroyé de prêts aux employés, ni une politique spécifique en matière existe.

#### **Dettes**

A décembre 2007, le montant des emprunts concessionnels s'élève à 56,843,853 FCFA. Il s'agit d'une partie des fonds de CRS qui n'ont pas été transféré dans les fonds propres et sur lesquels GRAINE paie un taux d'intérêt de 4%.

### Subventions

A date GRAINE enregistre:

- des fonds de dotation (fonds TERRAFINA) :
  - Débit : compte encaisse
  - Crédit compte 56 fonds de dotation
- les dons de credit sous forme d'emprunts CRS/BF sur lequel est réglé 4% d'intérêt débiteur.
  - Débit : compte encaisse
  - o Crédit ; compte 17 emprunts à terme
- Les subventions d'investissement : elles sont pour l'essentielles des dons de matériel et mobilier de bureau et de matériel roulant faits au programme par le CRS/BF
  - o Débit : compte d'immobilisation approprié
  - o Crédit ; compte 51 subventions d'investissement
- Les subventions d'exploitation qui peuvent être comme des subsides pour les dépenses opérationnelles.

Débit : compte encaisseCrédit : compte 71 subventions d'exploitation

# Annexe 6 - Echelle de rating

Catégories	Définition
AAA	Capacité extrêmement solide de faire face à ses obligations financières. Opérations excellentes. Très stable. Il est hautement invraisemblable qu'elle soit négativement influencée par des événements qui peuvent être prévus.
AA	Capacité très solide de faire face à ses obligations financières. Opérations très bonnes. Stable. Il est invraisemblable qu'elle soit négativement influencée par des événements qui peuvent être prévus.
A	Capacité solide de faire face à ses obligations financières. Bonnes opérations. Stable même si elle pourrait être influencée par des événements externes ou internes significatifs.
B88	Capacité adéquate de faire face à ses obligations financières. Opérations bonnes. Assez stable même si elle pourrait être influencée par des événements internes ou externes.
ВВ	Capacité légèrement vulnérable, de faire face à ses obligations financières. Opérations adéquates. Assez stable, même si elle pourrait être influencée par des événements internes ou externes.
В	Capacité partiellement vulnérable de faire face à ses obligations financières. Opérations suffisantes. Non complètement stable et vulnérable aux événements internes ou externes.
ccc	Capacité vulnérable de faire face à ses obligations financières. Niveau basique d'opérations. Potentiellement instable et vulnérable aux événements internes ou externes.
cc	Capacité hautement vulnérable de faire face à ses obligations financières. Bas niveau d'opérations. Potentiellement instable et vulnérable aux événements internes ou externes.
С	Capacité fortement vulnérable de faire face à ses obligations financières. Très bas niveau d'opérations. Instable et très vulnérable aux événements internes ou externes .
D	Incapable de faire face à ses obligations financières. Niveau insuffisant d'opérations. Très instable et complètement vulnérable aux événements internes ou externes.

La note de rating peut être corrigée avec un signe + ou -, ce qui implique une légère variation positive ou négative par rapport à la note principale.